

Informations de base	
<b>2015/2047(REG)</b> REG - Règlement du Parlement Règlement PE, annexe XVI, paragraphe 1, point a: lignes directrices pour l'approbation de la Commission; interprétation <b>Subject</b> 8.40.01.08 Travaux du Parlement, procédure, sessions, règlement	Procédure terminée

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">AFCO</span> Affaires constitutionnelles		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
17/03/2015	Vote en commission		Résumé
28/04/2015	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0096/2015</a>	Résumé
28/04/2015	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2015/2047(REG)
Type de procédure	REG - Règlement du Parlement
Sous-type de procédure	Interprétation du règlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 242
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFCO/8/02829

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0096/2015</a>	28/04/2015	Résumé

## Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

# Règlement PE, annexe XVI, paragraphe 1, point a: lignes directrices pour l'approbation de la Commission; interprétation

2015/2047(REG) - 28/04/2015 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une décision concernant l'examen des déclarations d'intérêts financiers des commissaires désignés.

Le Parlement a décidé de reprendre l'interprétation suivante sous le paragraphe 1, point a), de l'annexe XVI de son règlement:

- «L'examen, par la commission compétente pour les affaires juridiques, de la déclaration d'intérêts financiers d'un commissaire désigné consiste non seulement à vérifier que la déclaration a été dûment complétée, mais aussi à évaluer si le contenu de la déclaration pourrait laisser supposer un conflit d'intérêts. Il incombe alors à la commission compétente pour l'audition de décider si elle demande de plus amples informations au commissaire désigné.»